

la brèche LIP!

NUMERO
SPECIAL LIP 1f



la longue marche des travailleurs

tous pour lip!

« Après 6 semaines avec M. Giraud, « le sauveur » envoyé par le gouvernement, nous avons maintenant la preuve que les pouvoirs publics font traîner en longueur les négociations. Il esquive les questions précises. Il biaise et essaye de nous endormir par un flot de paroles ». « Mais pourquoi les pouvoirs publics avec l'aide de M. Giraud cherchent-ils à gagner du temps ? Leur jeu est clair. Ils cherchent à nous démobiliser, à nous fatiguer, à nous démoraliser... Ils cherchent aussi à démobiliser le mouvement de soutien à notre lutte sans lequel notre succès serait impossible ».

Voilà comment les Lip analysent la situation dans LIP-UNITE No 9. Ils savent qu'on ne peut rien attendre des « Grenelles à froid » car, comme le dit un responsable de Lip : « on peut avoir raison autour d'une table de négociation, on a tort si on n'a pas le rapport de forces ». Or, pour changer le rapport de forces avec le pouvoir, une initiative régionale ne suffisait pas, il fallait une initiative nationale. Les Lip l'avaient parfaitement compris depuis l'occupation de l'usine par les « martiens », mieux semble-t-il que les directions confédérales plus habituées à élever la voix, à parler de « nouvelle légalité » ou de « nouveau mai 68 » qu'à préparer l'affrontement avec le pouvoir bourgeois.

Les travailleurs de Lip ont déclaré nettement que la marche n'a pas pour objectif de reprendre d'assaut l'entreprise, car pour eux, le 29 n'est pas la dernière carte. Ils ne sont pas désarmés. Ils sont prêts à passer l'hiver. Ils tiendront jusqu'au bout. Mais pour cela il leur faut le soutien sans faille de l'ensemble des travailleurs. Le pouvoir tendra de nombreuses embuches comme au lendemain de la réunion d'Arc et Senans du samedi 8 septembre ou « toute une mise en scène a été faite par M. Giraud pour faire croire qu'une négociation « non stop » avait été commencée et que l'issue du conflit était imminente ». Messmer peut faire comme Kissinger avec les interminables négociations sur l'Indochine. Et bien nous ferons de LIP le Vietnam de ce gouvernement de fantoches. A chaque fois, aux attaques du gouvernement contre LIP, la classe ouvrière doit se préparer à riposter. A l'escalade nous répondrons par l'escalade. Le 29 il faut sceller pour l'avenir ce pacte entre les travailleurs en lutte !

DU « SERPENTIN » A LA MARCHÉ DU 29... JUSQU'AU POUVOIR ?

Depuis la grande grève de 68, de nombreuses grèves ont eu lieu, certaines exemplaires par la combativité dont elles témoignaient : aux Batignolles, au Joint Français, aux Nouvelles Galeries, à Pennaroya, à Renault. Les plus exploités ont secoué le joug et font une apparition fracassante à la tête des luttes en revendiquant « à travail égal, salaire égal ». Les jeunes ont refusé l'embrigadement. Ils ont dit non à l'armée, briseuse de grève, non à l'armée du capital.

Autour de ces luttes s'est constitué un front où, aux côtés des travailleurs en lutte, se sont mobilisés les paysans, les petits commerçants, les étudiants, les lycéens... Au Joint Français, c'est l'ensemble de la Bretagne populaire qui répondait à l'appel des comités de soutien, contre le trust multi-national CGE.

Mais si nous nous battons entreprise par entreprise, région par région, face aux trusts, nous serons battus les uns à la suite des autres. C'est pourquoi nous devons constituer par delà les catégories professionnelles, par delà les entreprises, par delà les régions et par delà les frontières, un front uni des travailleurs en lutte. Ainsi la victoire de LIP sera la victoire de tous les travailleurs : non seulement des travailleurs de l'horlogerie française mais aussi les travailleurs suisses qui ont répondu à l'appel international lancé par les « LIP », victimes du trust Ebauche-SA, mais aussi des travailleurs menacés de licenciements soi-disant inéluctables, mais aussi de l'ensemble de la classe ouvrière à laquelle les « LIP » ont montré que les travailleurs peuvent se passer des patrons.

Le 29 septembre est une date historique pour le mouvement ouvrier. Aux stands sur les luttes, on débattrait des formes de lutte, de l'unité ouvrière... On renouera avec les groupes de discussion sans exclusive comme en Mai 68. Les travailleurs prendront la parole. De LIP au Chili, on tirera les leçons. C'est à travers ce débat que naît la nouvelle avant-garde ouvrière qui cherche la voie vers la révolution socialiste.

Parmi les multiples leçons de LIP, nous retiendrons d'abord celle qui fait partage entre réformistes et révolutionnaires. Ils disent qu'il faut d'abord gagner la majorité pour avancer ensuite, nous, nous disons qu'il est nécessaire d'avancer d'abord pour gagner la majorité ensuite. LIP a commencé en effet bien avant la décision prise dans l'enthousiasme général de remettre en marche l'usine. D'abord pendant des mois, à l'annonce des licenciements, il y eut des

hésitations, des interrogations. Mais les travailleurs les plus décidés se sont regroupés dans un comité d'action et avec les délégués syndicaux, ont cessé d'hésiter et de s'interroger. Ils ont commencé à agir. Ils ont commencé la longue marche, allant d'atelier en atelier, convainquant les sceptiques, gagnant les hésitants, gonflant leurs rangs. Au début, ce n'était qu'un « serpent » dans l'usine, puis ce fut une manifestation en ville, puis une manifestation régionale et maintenant une marche nationale.

En effet si vous hésitez vous-mêmes, si vous n'avez rien d'autre à proposer que d'attendre les élections, comment voulez-vous convaincre ceux qui hésitent, ceux qui sont victimes de la propagande de la bourgeoisie tous les jours dans la presse, à la radio et à la télé ?

Au contraire si vous vous montrez résolus, si vous allez de l'avant ouvrant la marche, alors les hésitants suivront, ils cesseront à leur tour d'hésiter et gagneront de nouveaux participants à la grande marche des travailleurs. C'est aussi la leçon dramatique de l'échec de l'Unité Populaire au Chili, victime de son respect de la légalité bourgeoise, de ses concessions, de ses hésitations.

En 68, si nous avions attendu que tous les étudiants soient prêts à affronter la police, jamais nous n'aurions connu le grand mouvement de Mai. A LIP s'ils avaient attendu que tout le monde soit d'accord pour commencer à agir, il n'y aurait pas eu de LIP et s'ils avaient attendu que tout le monde soit d'accord nationalement pour lancer la marche, nous ne serions pas là... Et cette marche doit être un pas dans l'élargissement du soutien à LIP jusqu'à la victoire finale, un pas dans le développement des luttes de l'ensemble des travailleurs pour les revendications, un pas pour mettre dehors ce gouvernement de banquiers, de légionnaires de flics.

- Les flics hors de LIP !
- Non au démantèlement ! Non aux licenciements !
- Expropriation de LIP : Ni indemnité ni rachat !
- Nationalisation sous contrôle ouvrier !
- A la porte le gouvernement des matraqueurs !
- Pour un gouvernement des travailleurs appuyé sur des comités d'action unitaire dans chaque entreprise, dans chaque quartier !
- Contre l'Europe des trusts, l'Europe des travailleurs !

R.Y.

LIP

débat sur le comité d'action

Un correspondant de l'EGF-Brest nous écrit pour critiquer l'analyse du Comité d'Action-Lip qui avait été faite dans Rouge. Nous publions sa lettre, ainsi que la réponse d'Yvetot.

Chers camarades,

Si j'ai bien compris Rouge a préconisé après le démarrage de la grève, l'élection du comité d'action par les grévistes dans les ateliers.

Si j'ai bien compris l'article d'Yvetot, le type de comité d'action LIP lui convient relativement bien et il est prêt à encourager de telles formes d'organisation ailleurs.

Concernant la position de Rouge, je pense que c'est une grave erreur. Il est vrai que le comité d'action a joué chez LIP un rôle absolument déterminant dans la phase qui a précédé la grève et qui a abouti à son déclenchement. Il est sûr aussi que les syndicats seuls n'auraient jamais pu réaliser ce qu'a fait ce comité.

Ceci dit, la position que j'avais défendue quelques semaines avant le déclenchement de la grève et que je défends toujours, c'est que la seule solution valable serait que le comité d'action lui-même, prenne l'initiative, non pas de se faire élire, mais de faire élire un comité de grève par l'ensemble des grévistes. Il était évident déjà à ce moment là, que la grève était inévitable.

C'était la seule position correcte que Rouge avait à prendre. Il est impensable qu'un comité d'action qui a regroupé les éléments les plus combattifs dans la phase de préparation, accepte de se remettre en cause en tant que tel, une fois que son action a abouti au déclenchement de la grève.

Par contre, il était aussi évident qu'il n'était pas possible, sous peine de les faire se retourner contre le mouvement, de laisser de côté les militants syndicaux.

La seule solution était de faire élire par les grévistes cet organisme de direction, qui inévitablement aurait regroupé les éléments les plus combattifs du comité d'action et des syndicats.

Il existe aujourd'hui à LIP un comité d'action dont le rôle a diminué, et deux syndicats qui ne maintiennent l'unité que grâce à des concessions négociées. Piaget lui-même malgré tout son poids ne peut pas y échapper.

Tous ces inconvénients graves puisqu'ils contiennent une possibilité de rupture, auraient pu être évités par un comité de grève démocratiquement élu rendant difficile sinon impossible les manœuvres des bureaucraties syndicales confédérales qui s'accroissent au fur et à mesure que grandissent les difficultés. Les militants syndicaux auraient été soumis à la volonté des grévistes et non plus liés par les pressions de leurs directions régionales ou nationales. Le comité de

grève élu est dans la période actuelle l'organisme qui permet le mieux l'application réelle de la démocratie ouvrière.

Peut-être malgré une propagande intensive et des discussions, ne serions-nous pas parvenus à obtenir cette élection, mais c'est ça qu'il fallait tenter.

Pour en revenir à l'article de R. Yvetot, je suis tout à fait d'accord avec lui lorsqu'il dit que ce qui a été réalisé à Brest, sera, sans doute pour longtemps une exception. Nous verrons fleurir toutes sortes de comités qui n'atteindront pas ce niveau. Il y aura et nous devons les encourager, des formes intermédiaires d'organisation de la classe entre les seules directions syndicales et le comité de grève parfaitement démocratique.

Ceci dit, nous ne devons pas nous en satisfaire. Nous devons en comprendre le caractère positif et leur dynamique, mais toujours tenter de les pousser plus haut pour qu'enfin la classe ouvrière se donne les formes d'organisation susceptibles de lui faire prendre en main, réellement, la direction de ses luttes.

Je prétends qu'il nous faut viser vers le type d'organisation que nous avons réalisé à Brest en mieux bien sûr, mais que c'est aujourd'hui vers là que nous devons tendre.

Il n'est pas possible de théoriser comme semble le faire Yvetot, à partir du comité d'action LIP au risque d'encourager tous les lecteurs de Rouge à se lancer à corps perdu dans la création de tels comités qui malgré leur caractère positif, comportent des défauts énormes et dangereux qu'il faut fortement souligner.

En résumé, nous savons que les formes d'organisation de la classe ouvrière n'atteindront pas du premier coup et d'ici longtemps ce qui est nécessaire. Il faut encourager les formes intermédiaires qu'il nous faudrait préciser, d'autant plus que bien souvent ça sera la seule manière de donner la possibilité aux militants révolutionnaires d'être partie prenante de la direction des luttes.

Mais ceci doit se faire dans une perspective très claire de ce que ces formes ont d'intermédiaire et de l'objectif à atteindre. L'organisation des travailleurs en lutte doit déjà intégrer notre conception de la démocratie ouvrière totale en vue de la construction de la société socialiste.

4.9.73

Correspondant
EDF-Brest



Jean Raguenes, un des animateurs du comité d'action

réponse au camarade de brest

On ne peut qu'être d'accord avec le camarade de Brest.

On ne peut faire de la propagande pour des formes intermédiaires de démocratie ouvrière mais seulement pour la démocratie ouvrière totale, complète telle que nous la concevons : du comité de grève au comité d'usine, composé de délégués élus et révocables.

C'est ainsi que lors du dernier congrès CFDT, les militants révolutionnaires ont proposé une orientation en faveur des comités de grève élus permettant d'expliquer les rapports entre syndicats et comités de grève, entre démocratie syndicale et démocratie ouvrière et non en faveur des formes intermédiaires !

Mais la lettre du camarade ne répond pas à deux problèmes importants :

1) L'importance avant une grève de prendre des initiatives susceptibles de mobiliser les hésitants, de préparer la grève. Tous les travailleurs n'acquiescent pas en même temps le même niveau de combativité et de conscience. Si une minorité avancée se lance seule dans la grève, elle se coupera de la majorité et ce sera l'échec. Par contre, si cette minorité agit de façon à galvaniser les hésitants, elle prépare au contraire l'action de masse.

Pour cela, la constitution avant la grève de comités de mobilisation unitaires peut être décisive comme l'a été le rôle du comité d'action pendant les mois précédant la grève. L'aspect unitaire d'un tel comité comportant des syndiqués CGT, CFDT et des non syndiqués est très important car cela montre à tous les travailleurs que ce n'est pas une affaire de boutique syndicale mais l'affaire de tous. Le soutien d'un syndicat, comme ce fut le cas de la CFDT avec le CA de Lip, est également décisif pour qu'un tel comité n'apparaisse pas comme anti-syndical, divisant les travailleurs entre partisans et ennemis du comité, aboutissant à l'inverse du but poursuivi.

2) Lors du développement de la grève elle-même, nous nous battons systématiquement sur deux axes : l'unité indispensable et la démocratie ouvrière. Seule l'élection par les grévistes d'un comité de grève responsable devant l'assemblée générale des grévistes permet la conciliation parfaite de ces deux exigences.

Mais hélas, souvent, ce ne sont pas des militants comme ceux de la CGT de l'EDF Brest ou de la CFDT de Lip qui sont à la tête des syndicats, mais des militants réformistes quand il ne s'agit pas

purements et simplement de bureaucrates refusant la démocratie ouvrière... au nom de l'unité ! Que faire dans ces conditions : expliquer dans les Taupes Rouges l'utilité d'un comité de grève est indispensable mais cela ne résoud pas ce que doivent faire les militants ouvriers révolutionnaires au sein de l'entreprise. Bien sûr, si les dirigeants réformistes sont repoussés par l'ensemble des travailleurs en raison de leur trahison, il faut proposer l'élection d'un comité de grève par les grévistes. Mais souvent les travailleurs, même s'ils sont réticents, suivent leurs directions syndicales qui profitent de la force de l'habitude et de la force de l'appareil. Il serait incompris et inefficace de vouloir remplacer les directions syndicales par un comité de grève. Par contre, il est possible de regrouper les travailleurs combattifs dans un comité large plus ou moins formalisé permettant de dynamiser la grève, de pousser les directions syndicales en avant, de les contraindre à respecter au maximum la démocratie ouvrière et, si elles trahissent ouvertement la grève, de proposer alors, mais alors seulement, leur remplacement par un comité de grève comportant des délégués syndiqués et non syndiqués élus.

Certes, à Lip, la position actuelle dans les négociations serait d'autant plus forte s'il existait un comité de grève élu représentant unanimement les grévistes. Cela éviterait par exemple qu'à une séance de négociations la CFDT sorte alors que la CGT reste, ce qui permet à la bourgeoisie de faire des gorges chaudes sur la division syndicale et de marquer des points si ce n'est auprès des grévistes, du moins dans l'opinion publique et le mouvement de soutien aux grévistes.

Cependant, si la CGT de Lip, subissant les pressions nationales, avait refusé systématiquement l'élection d'un comité de grève, la CFDT et le CA devraient-ils l'imposer, quitte à rompre avec la CGT ? Non bien sûr. Par contre, ils ont eu raison d'imposer

a) la présence du CA dans les réunions unitaires et aux négociations

b) l'unité sans exclusive du comité de soutien.

Certes, ce n'est pas l'idéal, mais c'est un pas en avant. Le danger consiste précisément à mépriser, critiquer voire pire : condamner ces formes intermédiaires, ces pas en avant, sous prétexte que ce n'est pas l'idéal, pas conforme à notre conception de la démocratie ouvrière totale.

R.Y.



UNE DECISION HISTORIQUE

Les travailleurs de Lip viennent de toucher leur troisième paye ouvrière. Depuis trois mois, ils produisent, vendent et se payent. Quel est le sens de cette remise en marche ? Quels dangers étaient à éviter ? Comment garantir les acquis de la lutte ? Comment préparer dans les luttes de masse le renversement du capitalisme ? Rouge s'efforce de répondre à ces questions.

Le 18 juin, après la séquestration de deux administrateurs, et la prise de plus d'un milliard de montres en otage, après l'énorme manifestation du 15, se tient une mémorable assemblée générale. Sur proposition des 2 sections syndicales et du Comité d'Action, les travailleurs décident dans l'enthousiasme de remettre en marche l'usine :

Pourquoi une telle décision ? Ils l'expliquèrent souvent par la suite : « dans l'escalade enclanchée, c'était pour créer un impact politique. C'était ça leur but essentiel. Et aussi pour assurer un « salaire de service » aux 1300 personnes de l'usine.

Au départ cette menace était plus conçue comme une sorte d'ultimatum une « gestion provocatrice » pour obliger les patrons à prendre position que comme une forme de lutte qui peut durer des mois. Mais très vite la réalité dépasse la fiction : la télé, la radio, les journaux y font un large écho, le patronat reste sans voix. Des centaines de futurs recéleurs se pressent à la porte de l'usine dès le 19 juin pour acheter les premières « montres ouvrières ». De tous les coins de France des comités d'entreprise passent des commandes. « L'affaire Lip » est née...

Si cette remise en marche de l'usine a fait tant de bruit, si elle a contribué à durcir le mouvement, à le faire tenir, semaine après semaine, on peut comprendre aisément pourquoi :

- une telle mesure met directement en cause le droit de propriété, fondement même de l'ordre bourgeois. C'est d'ailleurs ce qu'a constaté amèrement l'éditorialiste réactionnaire Jean Ferniot dans un de ses bulletins du matin.

- elle fait plus : elle démontre les capacités autogestionnaires de la classe ouvrière ; elle prouve que les ouvriers peuvent se passer de patrons, alors que l'inverse est impossible.

- De façon plus immédiate, en absorbant la subsistance matérielle des grévistes, elle aide le mouvement à tenir. C'est le sens de l'expression « salaire de survie ». Et ce n'est pas du tout là un point secondaire.

- elle permet également (on l'a vu aussi à Cerisy) de renforcer l'unité des travailleurs, leur cohésion, leur degré d'organisation. (en particulier au travers de tout le système des commissions spécialisées)

- enfin, par sa nature même, elle implique une dynamique d'extension, de popularisation, un véritable réseau de complices, de « clients » d'amis...

Dans la période actuelle, caractérisée par une remontée des luttes ouvrières et une accélération des difficultés de la bourgeoisie. La décision de l'AG du 18 juin apparaît comme un événement majeur, une date dans le mouvement ouvrier.

LE REFUS DE LA LOGIQUE GESTIONNAIRE

Dès le début aucune ambiguïté, aucune illusion n'est créée : cette remise en marche partielle est bien un moyen et non un but : « L'objectif N° 1 n'est pas de vendre des montres, mais d'expliquer notre conflit. Les montres doivent rester le support de la solidarité. Notre but principal c'est de dénoncer l'opération scandaleuse qui laisse depuis tant de jours 1300 travailleurs sans savoir de quoi demain sera fait ».

(LIP-UNITE N° 1)

Cette prise de position est claire, la pratique des travailleurs le sera encore plus :

Ce n'est pas toute l'usine qui est remise en marche, mais une seule chaîne (une seconde le sera plus tard). Ainsi, seule une quarantaine de personnes est employée à la production, et ce par roulement.

Les horaires ne sont pas fixes, chacun vient travailler quand il veut, à son rythme. Certains le feront la journée entière, d'autres trois heures à peine, d'autres au contraire n'ont pas remis les pieds sur la chaîne de l'atelier depuis la grève ; ils ont préféré s'investir dans l'accueil des visiteurs, au restaurant ou dans les multiples commissions ou sous-commissions existantes. Ne sont investis à la commissions-production que les volontaires et, s'ils le désirent, ils peuvent se faire remplacer ou, pendant une semaine entière ne pas venir à la chaîne pour participer à des meetings, etc...

Ainsi, à aucun moment le souci du rendement ne l'a emporté sur les intérêts de la lutte.

- Dans les premiers jours, les commissions Vente, Gestion Financière, Tenue des Stocks, ont été surchargées de travail. Leurs membres s'exténuaient et avaient peu de temps pour participer aux débats et à l'animation du mouvement. Aussi des garde-fous ont-ils été mis en place pour que l'on ne cède pas aux pressions de la clientèle, ce qui aurait dévoyé le sens du combat mené. Ainsi des horaires ont été établis ; très vite on a arrêté les ventes le samedi et le dimanche, alors que de nombreuses personnes se présentaient.

- La discussion sur le choix des clients a également été lancée. Un mot d'ordre a guidé l'attitude de tous : « nous ne sommes pas des marchands ». Le but est d'assurer la popularisation maximum, la vente doit donc rester populaire. C'est pour cela que seul le secteur de montage des montres connaîtra une reprise partielle de la production. Certes, la première semaine, on acceptera la commande d'un industriel pour la machine-outil, mais ce geste avait alors

une valeur d'exemple : on ne pensait pas que la vente connaîtrait un tel succès ; livrer cet industriel, c'était faire la preuve que les travailleurs pouvaient très bien produire et vendre seuls, sans patron, sans pointeuse, sans contrainte. Mais, à part cet épisode initial, la vente sera toujours réservée à des particuliers, les seules collectivités admises étant les Comités d'Entreprise ou les groupes de travailleurs. Toute livraison à des horlogers est refusée. Quand le Koweït, en quête d'une bonne affaire, viendra proposer une énorme commande, elle sera rejetée.

Ainsi se trouvent confirmées dans le déroulement concret de la lutte les déclarations faites dès les premiers jours de la remise en marche : « il n'y a pas d'autogestion possible en système capitaliste ».

Au fur et à mesure que les semaines passaient, que les négociations piétinaient, que la production et la vente se poursuivaient, on a vu refluer des propositions clairement écartées dès le début par les travailleurs. Charbonnel, non sans démagogie, pleurniche parce que les LIP n'ont pas voulu d'une coopérative ouvrière. La direction nationale du PSU envisage aussi cette solution après un passage de l'usine en Régie Nationale.

Leur réponse n'a pas varié : il n'y a pas d'îlot de socialisme possible dans la jungle capitaliste. Pas d'autogestion possible sans changement préalable de société. Travaillant pour leur propre compte dans une usine isolée, ils ne pourraient pas échapper aux lois de la concurrence, et, dans cet univers hostile, seraient bien vite condamnés à devenir leurs propres exploités ou à disparaître.

« JAMAIS JE NE ME SERAIS CRU CAPABLE DE CA »

Des centaines de meetings en province, des assemblées générales comblées, des grévistes qui expliquent, organisent et défendent leur grève. Comment est-ce possible ? Les Lips étaient-ils des ouvriers hors-série, d'une autre trempe que les autres ? Non.

Toute grève bien menée est un peu comme une école d'expérience où l'on apprend souvent plus en quelques jours qu'en plusieurs années. La lutte de Lip dure depuis 6 mois et la remise en marche de l'usine nécessite un tel degré d'organisation qu'elle impose que la grève soit l'affaire de tous les grévistes. Sur ce plan, les commissions jouent le rôle fondamental.

Certes les grandes lignes de la grève sont décidées en assemblées générales. Mais ce sont les commissions qui assurent l'organisation concrète de la lutte, qui permettent la participation massive des grévistes et qui contribuent à maintenir la mobilisation. Dès la première, il y en eut sept de créées : production, vente, gestion, stock, accueil, popularisation, entretien et garde. En y participant chaque gréviste pourra pleinement devenir un militant actif de la lutte. Ceux qui n'avaient jamais pris la parole, en dehors d'un repas de famille, ceux qui n'avaient jamais lu que « L'est Républicain » vont parler, lire discuter, naturellement, sans problème. Grâce à l'unité, à la démocratie ouvrière et à ces équipes de travail.

mes à la garde, et pas seulement des jeunes, mais aussi des plus âgées, qui seront même parfois parmi les plus actives.

suppression de la pointeuse, l'assemblée générale va décider d'effectuer un contrôle des présences. Pas par instinct policier, mais parce que la participation massive est la condition du succès, le garant de la démocratie. Ce contrôle sera collectif et se fera à chaque réunion.

Et puis, il y a les « orateurs ». Des dizaines d'orateurs qui sillonnent la France, tiendront des réunions devant les publics les plus divers, même en Europe. C'est la grève et elle seule qui les a fait apparaître.

En général, ils ont fait leurs premières armes à la commission accueil, plongés dans le contact direct avec le public. A chacun, il fallait décrire l'organisation capitaliste du travail, démontrer, chiffres à l'appui, la politique de démantèlement d'Ebauches SA, expliquer qu'il ne s'agit en rien d'autogestion... l'un de ces « orateurs » raconte :

« Au début c'était dur, j'avais l'impression que je n'avais rien à dire... faut voir que c'était la première fois que je me trouvais devant des gens qui étaient venus là pour m'écouter et d'ailleurs on a été accueillis comme des rois... et je me suis trouvé brusquement, la gorge serrée, tout le monde qui attendait et il a fallu y aller, alors, je me suis lancé, j'ai commencé à raconter comment on avait démarré la lutte et tout est venu. Je peux vous dire que jamais, je me serai cru capable de ça, moi-même je me suis étonné et je me suis dit et ben vingt dieux, tu peux être fier de toi... »

Un autre fait significatif du degré de mobilisation des « Lip » est la participation massive des fem-

1948...

« La situation présente multiplie et multipliera les occasions favorables à la pénétration du mot d'ordre de *contrôle ouvrier*. Ce mot d'ordre n'est pas une recette réformiste, mais un mot d'ordre anti-capitaliste de transition révolutionnaire que nous opposons à la *gestion ouvrière* préconisée par les sociaux démocrates pour lier les ouvriers à la défense de « leur » entreprise en régime capitaliste et aux « comités d'entreprise » actuels, organisations de collaboration de classe. Par leur composition, leurs statuts, leurs limitations de toutes sortes, les « comités d'entreprise » ne sont qu'une duperie et ne peuvent en aucun cas devenir des organes de contrôle ouvrier. Notre attitude à leur égard doit être avant tout de dénonciation.

Il convient de distinguer de la « gestion » qui ne peut être qu'une utopie ou une forme de collaboration de classes, le mot d'ordre de *remise en marche de l'usine par les grévistes* qui est essentiellement un moyen de pression très puissant sur le patronat, et qui peut préparer l'établissement du contrôle ouvrier dans l'entreprise. Par ce moyen, les brasseurs du Nord ont fait rapidement capituler le patronat ».

extrait d'un projet de rapport pour le IV^{ème} Congrès du PCI, section française de la IV^{ème} Internationale (1948)

LE CONTROLE OUVRIER

Les LIP ont trop appris par l'expérience ce que valent les promesses patronales ; demain, si le patronat et le gouvernement cèdent sur le non-licenciement et le non-démantèlement, une préoccupation sera à l'ordre du jour : celle de garantir ces conquêtes, d'empêcher que la direction ne reprenne d'une main ce qui a été cédé de l'autre.

« Rien ne sera plus jamais comme avant »,

c'est le refrain de la chanson de Lip. A condition de bien s'en donner les moyens.

Sur l'emploi tout d'abord, la revendication de départ, en imposant le droit de veto des travailleurs sur tout licenciement, toute mutation, toute compression d'effectifs.

Mais aussi sur d'autres choses qui ont été acquises au travers même de la lutte :

— les cadences par exemple, volontairement réduites au début du mouvement, il faudra imposer le droit de veto sur toute accélération,

— les chefs dont on a appris à se passer et à ne plus supporter l'arrogance, il faudra qu'ils aient une attitude correcte vis à vis du personnel, sinon celui-ci pourra bien montrer sa volonté d'en changer,

— le « secret commercial », prétexte commode des capitalistes pour dissimuler leurs substantiels revenus et leurs manœuvres anti-ouvrières, ne doit plus être toléré. Dans les négociations, on a refusé la diplomatie secrète et posé le magnétophone sur la table. La production, la vente, ont vu leur montant scrupuleusement relevé et affiché jour par jour. Que demain la direction de Lip publie ses comptes à son tour !

SUR QUELLES FORMES D'ORGANISATION DOIT S'APPUYER LE CONTROLE OUVRIER ?

Comment devraient s'organiser les travailleurs pour exercer leur contrôle sur la production et l'organisation du travail ? Posée ainsi, la question est largement abstraite ; on ne peut définir un schéma idéal en demandant à tous, en tous lieux, de s'y conformer. Il faut partir avant tout des formes d'organisation de la lutte elle-même :

— A l'EGF-Brest, à l'issue d'une grève victorieuse de 18 jours sur les effectifs, s'est posé le problème de garantir les acquis. Le Comité de Grève rassemblant syndiqués CGT et CFDT et non syndiqués avait dirigé la lutte. Après la

POUR PRESERVER LES ACQUIS DE LA LUTTE : CONTROLE OUVRIER

grève, il s'est maintenu et transformé en Comité de Contrôle de l'application de l'accord.

— De la même façon à l'INRA de Dijon, en mars 73, une grève de 4 jours fut dirigée par un Comité de Grève. L'assemblée générale après le conflit décida à l'unanimité de créer un comité de *vigilance*, issu du comité de grève.

— A Lip, il n'y a pas eu jusqu'ici de comité de grève. La grève est animée par les militants les plus actifs de la CGT, de la CFDT et du Comité d'Action. Ils rendent compte régulièrement devant l'assemblée générale souveraine. Des commissions mobilisent des centaines de travailleurs pour certaines tâches de la grève. Si la lutte de Lip est victorieuse, si le contrôle ouvrier est à l'ordre du jour, il devra sans doute partir de là. Délégués des syndicats et du CA, contrôlés par l'assemblée générale décisionnaire, assemblées de chaînes, en particuliers sur les cadences. Il serait hasardeux d'avancer des pronostics détaillés. Là encore, c'est de l'expérience des travailleurs que pourra naître l'organisation de leur contrôle.

DES EXPERIENCES ISOLEES DE CONTROLE OUVRIER PEUVENT-ELLES DURER ?

Le contrôle ouvrier, ce sont les travailleurs qui tiennent au patron un langage fort simple :

« Nous exigeons un droit de veto sur toutes vos décisions, mais en même temps nous refusons de prendre n'importe quelle responsabilité dans votre gestion. Un droit de veto parce que toutes vos décisions ont un impact sur notre existence et parce que nous ne vous donnons plus le droit de nous jeter à la rue, de réduire notre niveau de vie, de détruire notre santé par vos décisions ; et en même temps, nous refusons de prendre n'importe quelle responsabilité parce que ce n'est pas notre tâche de faire mieux fonctionner l'économie capitaliste. Nous prendrons des responsabilités quand nous serons au pouvoir. Nous prendrons les responsabilités de gestion quand nous serons en économie socialisée, mais, aussi longtemps que vous maintenez votre pouvoir, nous contestons et paralysons votre pouvoir, mais nous ne prenons aucune responsabilité ».

Aucun patron ne tolérera jamais cela de bon cœur, car cette logique s'oppose à la logique même du système capitaliste : la recherche du profit maximum.

C'est pourquoi la durée d'une expérience isolée de contrôle ouvrier dépend avant tout du rapport de force créé dans et hors de l'entreprise.

Il y a donc deux critères essentiels :

— le degré de mobilisation du personnel de l'usine, sa capacité à exercer directement son contrôle sur la production et l'organisation du travail, sans s'en remettre à la délégation de pouvoir permanente (plus ou moins contrôlée) des « spécialistes » syndicaux,

— le rapport de force général entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, le contexte politique et social.

EGF BREST (Nov 71)

Le comité de contrôle, mis en place après la grève se fixa pour tâche de contrôler toute une série d'aspects de l'activité de l'entreprise :

— surveillance du plan de charge, afin que les effectifs ne restent pas stationnaires devant l'augmentation continue des tâches. Pour éviter que la direction ne triche sur le temps d'intervention chez les abonnés.

— contrôle des cadences, chaque secteur déterminant ses propres temps et le nombre acceptable d'interventions quotidiennes.

— contrôle des heures supplémentaires, les comités vérifiant si les heures supplémentaires sont justifiées

Ceci dit, il est clair que si ces expériences ne s'étendent pas dans le cadre d'une montée générale des luttes sociales, elles resteront éphémères. Sinon, elles tendront à être récupérées et dénaturées par le patronat qui cherchera à en faire des organes de co-gestion ; ou bien, la mobilisation des travailleurs de l'entreprise une fois retombée, elles tendront à déprimer (seuls les militants les plus dévoués ou les responsables syndicaux continuant à exercer ce contrôle, sans rapport de force suffisant et sans contrôle réel de la base).

A Brest, après plusieurs mois d'existence du comité de contrôle, ce sont les travailleurs eux-mêmes, pour ces raisons, qui ont décidé de l'arrêter.

Mais demain, l'expérience acquise au travers de ce contrôle, la capacité des travailleurs à s'organiser pour l'exercer ne disparaîtront pas pour autant. Elles pourront se manifester à nouveau lors de nouvelles luttes.



LES SERVICES PUBLICS AU SERVICE DE LA LUTTE : « CONTROLER TOUT CE QUI PEUT AIDER LIP OU LUI NUIRE »

A travers le soutien à la grève de Lip s'est dessinée quelque chose qui allait beaucoup plus loin qu'un vague sentiment de solidarité humanitaire. A Besançon, des milliers de personnes ont proposé mille initiatives de solidarité, s'inspirant — dans la forme même de leur soutien — des leçons de Lip. Entre Lip, Kelton, la Rhodia, les communaux, s'est soudée l'unité de la classe ouvrière bizontine : tous pour Lip, Lip pour tous !

Mais ce qui s'est trouvé posé à travers le soutien, y compris à travers le soutien national, c'est la nécessité d'un contrôle des travailleurs, en particulier des services publics, sur leur propre outil de travail.

Le contrôle sur l'information

Dans la bataille que mènent les Lip, le rôle de l'information est décisif. A plusieurs reprises, la presse, la radio ont systématiquement déformé les faits ou gardé le silence sur ce qui se passait réellement à Besançon. C'est pourquoi le contrôle sur l'information n'a pas été une exigence abstraite, à plusieurs reprises le problème a été posé dans les faits.

— Les typographes du « Parisien Libéré », feuille anti-ouvrière bien connue, ont fait deux heures de grève pour imposer la parution dans ce journal d'un communiqué inter-syndical sur Lip.

— Après le tabassage par les gendarmes des journalistes de l'AFP, l'intersyndicale des journalistes de l'ORTF a lancé une menace précise, invitant tous les journalistes « à ignorer toute information en provenance des représentants régionaux des pouvoirs

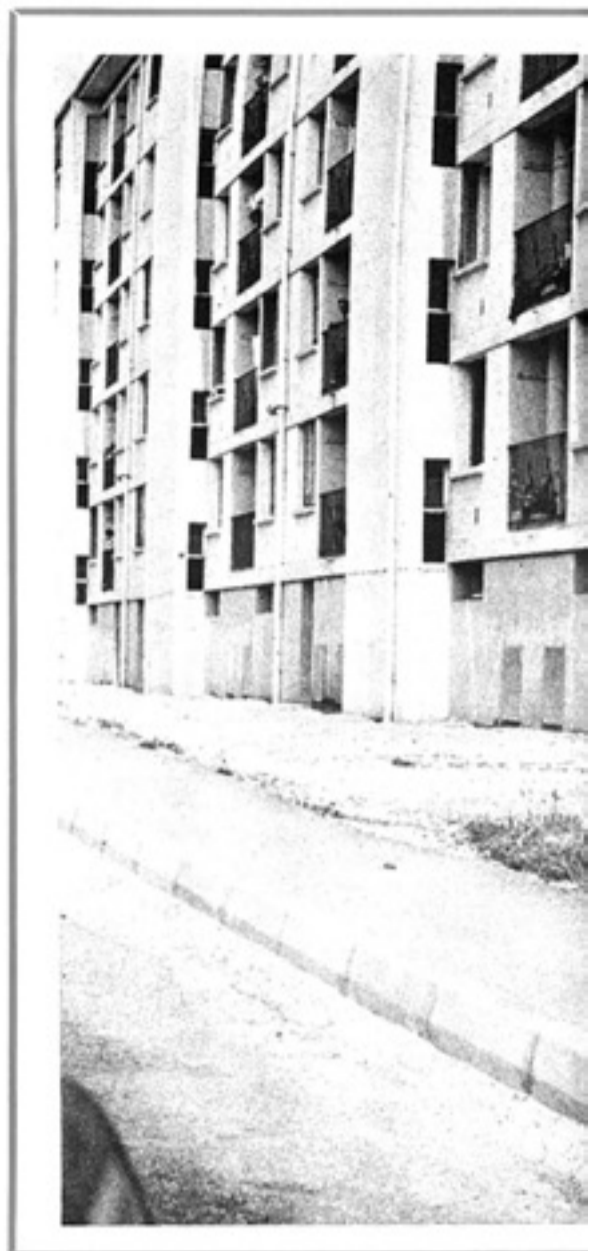
Comment contrôler les acquis d'une lutte sur les effectifs

par les circonstances vu le caractère particulier de la profession, ou sont provoquées par la direction.

— contrôle de l'embauchage, et des mutations dans tous les postes laissés vacants. Le comité surveille la régularité et la rapidité de l'opération.

— lutte contre la sous-traitance en contrebande, pour éviter que des travaux importants soient confiés à des entreprises privées sous couvert de manque d'effectifs.

— vérification des prix, le comité répond aux demandes de renseignement des comités de locataires des HLM : montant réel des consommations de gaz et de chauffage par EGF



publics et de l'échelon central du ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale concernant l'affaire Lip », tant que ces sévices n'auraient pas été officiellement désavoués.

— Cette exigence s'est affirmée à nouveau lors de la grève de 24 heures qui s'est déroulée à l'ORTF le 23 août. Mais, à cette occasion, se sont manifestées deux manières de l'affirmer : les directions syndicales se sont contentées de dire que le personnel de l'Office était prêt à réaliser une émission sur Lip, y compris le jour de la grève, Maire et Ségué demandant « la parole aux syndicats ». Démarches sans lendemain et sans effet ; la Taupé Rouge ORTF, elle, proposa non de quémander mais d'imposer, pendant la grève de 24 heures, un contrôle sur l'information, en donnant à cette occasion la parole aux ouvriers de Lip : « dès jeudi matin, notre rôle, c'est de ne pas nous contenter des indispensables piquets de grève. C'est :

* exiger une assemblée générale
* transformer notre grève en GREVE ACTIVE : pour que les travailleurs de Lip puissent s'exprimer sur les antennes de l'ORTF en précisant le sens de leur action
* faire grève sur NOS PROPRES REVENDICATIONS :

Non au démantèlement
Défense de l'emploi ».

— Cette exigence de contrôle sur l'information, on l'a retrouvée tout récemment à Rouen : l'imprimerie IMRO étant en grève, les typos de Paris-Normandie ont exigé la parution d'un communiqué inter-syndical, faute de quoi ils refusaient de faire paraître le journal.

Le soutien des PTT

Les employés des PTT de la région ont distribué en priorité, gratuitement, le matériel de solidarité édité par les travailleurs de Lip et en particulier le bulletin LIP-UNITE édité à 30 000 exemplaires. Ils agissaient ainsi pour aider une grève, tout comme les postiers parisiens l'avaient fait pendant la dernière grève de Renault en bloquant et en retardant volontairement l'arrivée des lettres fielleuses que le directeur Dreyfus envoyait tout au long du conflit à son personnel.

La Sécurité Sociale : priorité aux Lip

Pendant des semaines, les employés de la Sécurité Sociale de Besançon ont manifesté leur solidarité en faisant passer en premier les dossiers médicaux des Lip. On a même vu certains pharmaciens ne faire payer aux Lip que ce que la Sécurité Sociale ne remboursait pas. Aujourd'hui,



LIP : C'EST LA CONDAMNATION VIVANTE DU CAPITALISME

Beaucoup de ceux qui sont allés visiter l'usine de Besançon s'attendaient à trouver des « super-men », experts en formation politique et syndicale. Ils ont été stupéfaits de voir... des travailleurs comme les autres, simplement décidés à défendre leurs intérêts jusqu'au bout.

Avant la grève, une partie d'entre eux ne s'occupait pas de politique, ou même votait UDR. C'est à travers leur lutte que la plupart a pris conscience qu'ils avaient en face d'eux non seulement le trust Ebauches-SA, mais aussi le patronat et le gouvernement. Les uns après les autres, Charbonnel, Ceyrac et tous les ténors de la bourgeoisie se sont succédés pour expliquer que plusieurs centaines de licenciements à Lip étaient une chose « naturelle », inévitable. Et que ne pas vouloir le comprendre c'était faire preuve d'« infantilisme » (sic). Messmer, premier ministre et ancien légionnaire, a revendiqué publiquement la responsabilité personnelle de l'intervention des flics, le 14 août.

Après des mois et des mois de lutte, une question s'est faite de plus en plus pressante dans les rangs du personnel : comment faire pour se débarrasser de ce système qui juge « infantile » la légitime exigence de garder un emploi ? Comment instaurer une société où dans toutes les usines et dans tous les domaines ce soient les travailleurs eux-mêmes qui s'organisent et prennent leurs affaires en mains, comme cela se fait à Lip à travers la lutte ?

La réponse à ces questions ne peut être donnée ni à Lip, ni à Besançon seulement.

le gouvernement a pris l'odieuse décision de leur retirer le droit à la Sécurité Sociale sous prétexte qu'ils ne s'étaient pas inscrits au chômage. Les employés débattent à présent de la riposte.

SNCF : aider la marche

Après l'intervention des flics à Lip, les cheminots se sont trouvés à l'avant-garde de la solidarité. Ils ont montré aussi leur volonté de lutter sur leurs propres revendications. Rouge avançait des propositions pour les cheminots afin de tirer les leçons de Lip et de les aider à vaincre :

« la lutte doit viser l'efficacité et s'en donner les moyens : pendant la grève, les trains jaunes ne circulent pas. Les grévistes contrôlent postes d'aiguillage, signalisation, fermeture des triages. Seuls circulent les trains décidés par les travailleurs ; si la grève tombe par exemple le 29, jour de la marche sur

Besançon, les cheminots en lutte peuvent très bien « programmer » des transports gratuits de solidarité. Cela nécessite organisation et coordination de tous les centres ». Propositions défendues par Rouge N° 220 et reprises dans les Taupes Rouges SNCF.

EN FINIR

A la tribune du Palais des Sports, Georges Ségué a fait des effets de voix en déclarant que les luttes ouvrières actuelles, le développement d'un mouvement de masse pouvaient hâter l'heure d'un changement politique. Que cette fois-ci, si Mai 68 recommençait, on tiendrait jusqu'au bout...

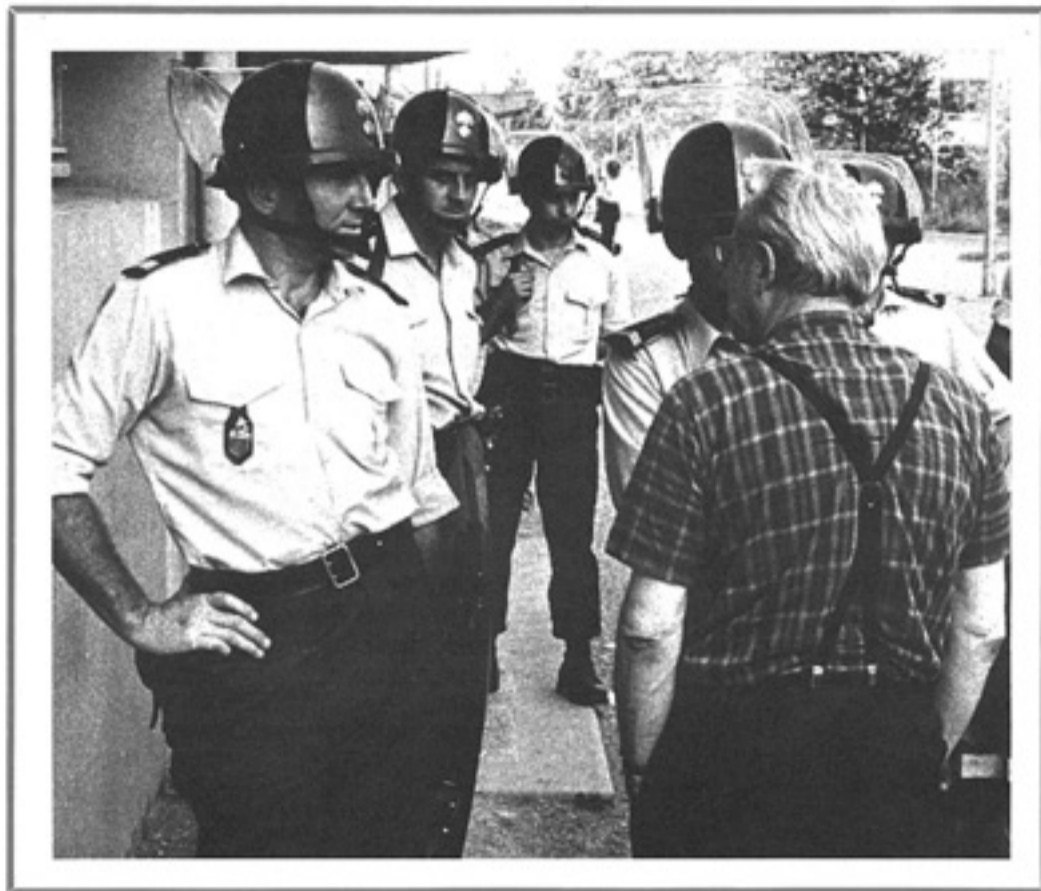
Bonne idée. Il est clair que la mobilisation des masses est le meilleur atout si l'on veut changer quelque chose ; mais justement, cette mobilisation de masse, ça se construit, ça s'organise. Qu'ont fait les dirigeants confédéraux pour ça à l'occasion de la lutte de Lip ? Rouge a demandé, dès le 20 août, à participer à la réunion des syndicats et des partis de gauche pour y faire des propositions concrètes. L'une d'elles était l'organisation partout à la base de *Comités pour la victoire de LIP*, unitaires, sans exclusives. Le sectarisme et la passivité ont été les seules réponses. Pour la préparation de la marche, Rouge et d'autres journaux d'extrême-gauche ont à nouveau défendu et mis en pratique l'idée de *comités unitaires* de mobilisation. Les directions confédérales ont préféré multiplier les mises en garde contre les « provocations ». L'Union de la Gauche est restée cantonnée à la tribune de quelques meetings.

La solidarité qui s'était manifestée autour de Lip, il fallait, dès les jours qui suivirent l'intervention des flics, la développer et jeter les bases d'une contre-offensive ouvrière, non en appelant chacun — entreprise par entreprise — à débrayer sur ses propres revendications en ordre dispersé, mais en concentrant la lutte sur des objectifs centraux : en mettant en avant un plan d'action contre la hausse des prix et le chômage, susceptible de mobiliser l'ensemble des travailleurs.

Les grands discours généraux sur la température des masses masquent mal le fait que la riposte ouvrière n'a été ni organisée en profondeur ni centralisée. Les louvoisements, la tiédeur, les réticences qui ont accompagné la préparation de la marche sur Besançon le montrent bien.

Enfin, à qui parle de changer la société, il faut toujours poser une simple question : et si les autres, les capitalistes,

LIP : C'EST LA CONDAMNATION VIVANTE DU CAPITALISME



n'étaient pas d'accord ? La lutte de Lip montre de quoi patronat et pouvoir sont capables et quel « ordre » défendent les CRS. Les Lip ont montré qu'il ne faut pas se laisser lier les mains par la légalité bourgeoise. Quel crédit accorder à ceux qui ont traité de « provocateurs » tous ceux qui se sont battus à Palente alors que 33 emprisonnés sur 34 étaient des ouvriers ? Comment croire — après la terrible leçon du Chili — ceux qui expliquent que l'armée française ne marchera pas contre le peuple parce qu'elle a plus de « traditions démocratiques » ?

Pour que ça change, il faut s'en donner les moyens : la mobilisation de la classe ouvrière ne se fera pas par des défilés traîne-savattes ou des rododromades de meetings. L'organiser en profondeur, à la base, lui donner des objectifs centraux qui l'unifient et dirigent ses coups contre le pouvoir, organiser matériellement son auto-défense contre les bandes armées du capital, voilà les tâches des révolutionnaires.

S.T.F.L.

MILAN

— Le 16 juin, les 120 ouvriers de la FEDA, entreprise italienne de confection de Milan recevait l'annonce de leur licenciement et de la fermeture. Ils occupent l'usine.

— Après 12 heures d'occupation, 100 policiers armés interviennent brutalement pour les déloger.

— Le 23 juin, les ouvriers après avoir fait un siège de six jours dans des tentes devant l'usine, décident de la réoccuper.

— Les syndicats appellent à une grève régionale de solidarité de 3 heures.

— Le 6 août, après discussion en assemblée générale, ils la remettent en route et décident de la faire tourner sans patron jusqu'au retrait de tous les licenciements.

IMAGINEZ DEMAIN LA GENERAL MOTORS...

Imaginez que demain les ouvriers de la General Motor aux Etats-Unis ou au Canada, ou en Grande-Bretagne, parce qu'il y a des usines de la General Motors dans 20 pays différents du monde, que les ouvriers de quelques-uns de ces pays prennent en main la gestion de l'usine, rien d'autre n'étant changé dans le pays et dans le monde. Eh bien ils vont se trouver exactement dans la même situation que le patron. Ils ont une part du marché de l'automobile qui est une part limitée, déterminée par les lois de la concurrence. Si cette part tombe, l'emploi tombe. Et si ce sont les ouvriers qui gèrent l'usine, ils vont se trouver

dans la situation très peu agréable de devoir licencier leurs camarades de travail. Si cette part du marché doit remonter, elle ne peut le faire qu'à une seule condition — que l'usine devienne plus productive, plus rentable, qu'elle fasse plus de profits, qu'elle fasse de meilleurs investissements technologiques, c'est-à-dire que les ouvriers soient plus exploités, que les cadences soient accélérées, que les salaires soient

bloqués, pour permettre l'accroissement des profits, de l'accumulation du capital. Encore une fois, s'il y a des ouvriers qui gèrent cette usine, ils vont se trouver dans une situation très peu agréable de devoir eux-mêmes organiser l'accélération des cadences, la surexploitation des travailleurs, c'est-à-dire exactement toutes les choses contre lesquelles ils protestaient quand ils n'étaient pas « au pouvoir ». Il est donc impossible pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir dans une usine dans le cadre du régime capitaliste. Il est impossible pour les ouvriers d'abolir l'exploitation du travail, d'abolir la condition prolétarienne dans une ou plusieurs entreprises, îlots au milieu du marché capitaliste où toutes les lois de l'économie capitaliste continuent à fonctionner. C'est pourquoi la règle d'or du contrôle ouvrier qui indique bien la différence entre contrôle et gestion, c'est le refus de toute responsabilité pour la gestion.

Ernest Mandel
(extrait d'une conférence faite au Québec en décembre 1971)

remise en marche...

A partir d'un certain niveau, se pose le problème de la grève active pour faire passer la lutte à un stade supérieur...



D'EXPERIENCES ISOLEES

Des remises en marche, totales ou partielles, d'usines en grève ont déjà eu lieu dans plusieurs pays d'Europe. Elles ont souvent visé à empêcher la fermeture ou le démantèlement d'une entreprise, mais elles ont pu être utilisées comme un moyen de lutte pour d'autres objectifs que la garantie de l'emploi : à Cerisy par exemple, pour la réintégration d'une déléguée licenciée.

Forme de lutte « illégale », mettant directement en cause le droit de propriété, elle est souvent apparue comme un moyen de lutte redoutable contre le patronat.

A condition d'en user dans des conditions favorables (nature de la production, état du rapport de forces) et de bien en maîtriser la logique. Pas de « recette révolutionnaire » ; un seul critère : celui de l'efficacité pratique. Comment faire le plus mal possible au patron ou à l'Etat ?

La remise en marche d'une usine, ou la réouverture d'un magasin, pour être menés à bien doivent être conçues — comme cela s'est fait à Lip — en dehors de toute logique commerciale ou gestionnaire : si l'on produit, si l'on vend, si on se paie, c'est pour assurer la survie du mouvement, pour aider la lutte ; et non pas pour essayer de faire mieux que les capitalistes dans le cadre du système capitaliste.

A Lip, d'entrée de jeu, les travailleurs ont annoncé la couleur : « nous ne sommes pas des marchands », « ce n'est pas la foire aux montres ici ». Mais d'autres expériences de lutte, plus ambiguës, ont eu lieu :

— Aux chantiers navals de la Clyde, (Ecosse 1971)

Voyant leurs chantiers menacés de liquidation les ouvriers les occupèrent. Un Comité de Coordination des délégués d'atelier s'installa dans les locaux du Conseil d'Administration. Ils réclamèrent la nationalisation des chantiers. Le gouvernement la refusa. Des bateaux, qui représentaient des sommes importantes, étaient en cours de construction. Soucieux de voir ces travaux terminés au plus vite, le liquidateur judiciaire accepta de payer les salaires des ouvriers, à condition que leur comité s'engage à améliorer le rendement. Ce qu'il fit. Dans l'incapacité de commercialiser une production de ce volume pris au piège de ce « pari » qui consistait à montrer la supériorité de la « gestion ouvrière » sur la gestion capitaliste ils n'aboutirent qu'à rapprocher les échéances de la liquidation effective. Leur expérience, riche d'enseignements, avait un côté révolutionnaire évident, mais la tactique suivie déboucha sur un échec.

— Au magasin Logemag (Paris), tout dernièrement, les employés occupèrent le magasin pour continuer la vente face aux menaces de fermeture. Mais la situation était difficile, car il s'agissait d'un centre de distribution et non d'un centre de production. Les dirigeants syndicaux acceptèrent de fermer le magasin pour procéder à l'inventaire sur la demande du syndicat, alors que beaucoup de vendeuses y étaient hostiles. Après cela, la vente continua jusqu'à l'épuisement des stocks, sous contrôle de fait du syndicat.

*
**

Ces deux exemples montrent clairement que cette forme de lutte n'est pas à elle seule une garantie de succès. Elle doit être maîtrisée en refusant la logique mercantile avec toujours le souci de créer le meilleur rapport de forces dans la lutte et de renforcer l'unité ouvrière.

La remise en marche remet en cause de fait le droit de propriété, le pouvoir des patrons à disposer à leur guise des moyens de production. Mais,

tant que les travailleurs n'ont pas mis fin à la domination capitaliste, cette remise en cause se trouve largement limitée : les actionnaires restent propriétaires de leurs entreprises : PDG et cadres supérieurs attendent la fin du conflit pour reprendre leur place à la tête de l'entreprise.

Cependant, à travers une telle expérience de lutte, des dizaines voire des centaines d'ouvriers font concrètement l'expérience que l'usine peut tourner sans le patron, qu'il est possible de « vivre autrement » sur leur lieu de travail.

C'est pourquoi, si la lutte ne se termine pas sur une défaite, elle peut déboucher tout naturellement sur une expérience de contrôle ouvrier : c'est-à-dire le maintien de formes d'auto-organisation des travailleurs pour garantir les acquis de la lutte, contrer les décisions anti-ouvrières de la direction, etc...

AUX REMISES EN MARCHÉ LORS DE MOUVEMENTS DE MASSE GENERALISES

Dans toutes les grandes mobilisations ouvrières, à partir d'un certain niveau, le problème de la grève active s'est posé pour faire passer la lutte à un stade supérieur. On l'a vu en France en 36, en 53, en 68. Les besoins mêmes de la lutte poussaient à un moment les travailleurs à sortir de leur situation de « bras croisés », à aller plus loin sous peine de voir leur mouvement régresser. La paralysie économique, lorsqu'elle dépasse une certaine durée risque de se transformer d'arme aux mains des travailleurs en entrave à l'organisation efficace du combat. Ceux qui luttent ont besoin de se mouvoir, de communiquer de se déplacer. D'où le passage nécessaire à la grève active avec des remises en route partielles de la production au service de la lutte et sous le contrôle des grévistes.

* Les ouvriers de Delespaul-Havez, en 36, le montrèrent en remettant en marche leur usine après un mois de lutte. Mais cette expérience reste isolée, la presse ouvrière a fait silence sur elle. C'était déjà l'époque où le mot d'ordre de Maurice Thorez était : « il faut savoir terminer une grève ».

* Le prolétariat de Turin et d'autres villes du nord de l'Italie, en remettant en marche plusieurs centaines d'usines en septembre 1920, mit au centre des débats la question de la prise du pouvoir. A ce niveau, il s'agissait à terme d'étendre le mouvement à toute l'Italie, de coordonner les comités ouvriers, de préparer techniquement et de centraliser non seulement pour la défense des usines, mais pour la lutte contre les forces de répression de l'Etat bourgeois. Au moment de « faire le saut », les directions ouvrières, prises de peur, ont capitulé.

LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE NE SE DECOUPE PAS USINE PAR USINE, IL EST CONCENTRE DANS SON ETAT.

Intervenant dans le cadre d'un mouvement de masse généralisé, la remise en marche d'usines peut amener les travailleurs à poser le problème du pouvoir, d'un changement radical de l'ordre établi.

Mais s'ils peuvent poser ce problème à travers leur propre expérience de lutte dans l'entreprise, ils ne peuvent le résoudre qu'au niveau du pouvoir central. L'instrument de domination de la classe bourgeoise c'est son Etat, c'est-à-dire sa police, son armée, sa justice, sa haute administration. C'est cet appareil de répression que la classe ouvrière cherchant la voie de son émancipation trouvera sur son chemin. C'est lui que les travailleurs doivent se donner pour but de démanteler et de le remplacer par le réseau de comités qui constituera la base du futur pouvoir ouvrier.

Ce qui s'est passé en Italie du nord en 1920, le montre bien.

juin 1936 :

Les ouvriers de Delespaul-Havez font marcher l'usine.

L'usine Delespaul-Havez à Marq-en-Baroeul, occupant un personnel de 650 ouvriers, a la plus forte fabrication de chocolat et de biscuits de la région.

Si le patronat du Nord est un des plus féroces de France, les patrons des confiseries, chocolateries, biscuiteries, se sont par-dessus le marché montrés comme les plus réactionnaires parmi les réactionnaires...

Ainsi s'écoulèrent 28 jours de grève. Un mois de résistance acharnée avec comme nourriture des boules de pain et du singe. Un mois de lutte après lequel une nouvelle dérobade du représentant patronal mettait à l'ordre du jour la nécessité de passer à un autre stade de la lutte.

Excédés, les travailleurs décidèrent dans la journée du vendredi 3 juillet de faire marcher l'usine à partir du samedi. Ils ont entre temps saisi les comptes de l'entreprise et constaté avec fureur le montant des bénéfices et la part coquette que les patrons se distribuent avant toute répartition entre les actionnaires.

Immédiatement, ils nettoyèrent l'usine pour la remettre en ordre de marche, renforcèrent les services de défense et, le samedi matin, l'usine commença à rouler. Cela dura jusqu'à 13 heures. A ce moment-là, le courant électrique fut coupé. Plus de force motrice et également plus d'eau. Malgré cela, l'émoi était grand chez les patrons et les autorités gouvernementales. Le préfet invoquait vainement auprès des délégués ouvriers la « légalité » : ceux-ci le renvoyaient à l'attitude des patrons les condamnant à mourir de faim. La presse commençait à s'emparer de l'événement et plus encore d'autres usines en grève se montraient gagnées par l'exemple de Delespaul-Havez. Ainsi, samedi soir, malgré l'engagement donné de parler à Paris dans le XIXème, Salengro se rendit à Lille pour régler les choses. La tactique employée fut simple : étouffement du mouvement par privation du courant électrique, étouffement du mouvement par le silence le plus complet dans la presse afin que la classe ouvrière ne soit pas alertée.

Dans cette situation, le Comité des grévistes de Delespaul-Havez, décidé à ne pas céder, adopta le dimanche 5 la résolution suivante : « Après les commentaires de presse au sujet de notre action de samedi engagée contre un patronat inflexible et qui pousse la barbarie jusqu'à vouloir affamer des centaines de gosses d'ouvriers. C'est pour cela que devant ces actes anti-humanitaires nous faisons appel à toute la classe ouvrière pour

nous soutenir dans cette grande bataille de faire marcher l'usine nous-mêmes, et pour faire échec à la réaction patronale, nous sommes décidés dans les 48 heures, devant l'énorme quantité de marchandises qui se gâchent, de faire une distribution gratuite à tous les nécessiteux de la ville, car, nous le déclarons à l'opinion publique, ces marchandises seraient destinées aux éleveurs de porceaux.

Le comité de grève

Mais ce ne fut pas tout. Puisqu'on leur supprimait le courant et qu'il n'y avait aucune possibilité de le faire rétablir, les ouvriers décidèrent de faire marcher l'usine avec les seuls moyens du bord pour y fabriquer du pain à leur propre usage. Et c'est ainsi que depuis lundi les ouvriers de Delespaul-Havez emploient de la farine pour fabriquer non des biscuits mais des boules de pain. Pleins de combativité, ils ont aussi tenu à manifester leur volonté à leurs patrons sous une forme ironique. Puisque ceux-ci se plaignent de leur misère pour ne pas céder, les ouvriers ont adressé au patron principal la lettre que voici :

Marcq-en-Baroeul, 7 juillet 1936
A Monsieur Victor Franchomme :
Monsieur,
Devant votre misère, les ouvriers de votre usine ont décidé de faire du pain. Nous vous en envoyons un échantillon. Si vous le trouvez agréable, vous pourrez venir au ravitaillement tous les jours à 14 h 30. Nous regrettons pour l'instant de ne pouvoir vous donner un secours en espèces, mais cela viendra par la suite.
Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance des salutations empressées des grévistes enthousiastes à votre service.
Le Comité de Grève »

Cette lettre fut portée mardi avec deux pains à ce sieur Franchomme, qui est un des gros potentats de France qui appartient à cette catégorie des « 200 Familles ». Il n'y a pas que chez Delespaul-Havez que la lutte passe à un niveau plus élevé. Parmi les travailleurs de ces confiseries et chocolateries du Nord qui sont d'une combativité admirable, ceux de l'usine Demarcq à Fives, après avoir prévenu le préfet depuis plus de 48 heures de l'intransigeance patronale, se mettent à vendre eux-mêmes dès aujourd'hui le pain d'épices qu'on y prépare. Les couches ouvrières qui étaient les plus exploitées, les plus brimées, se sont réveillées et très rapidement se développent vers les solutions les plus énergiques qui atteignent au cœur le système capitaliste.

le 11 juillet 1936

sept 1920 :

Turin: la remise en marche des entreprises.

Au mois d'août 1920, la FIOM (fédération des Métallos) donne la consigne d'« obstructionnisme » (grève du zèle) systématique. Les ouvriers ralentissent les cadences, les réglements de sécurité sont appliqués à la lettre. La production dégringole.

Le patronat réagit durement, parle de réduire les salaires. Le 28 août, un lundi, les ouvriers de l'usine Roméo à Milan trouvent les portes closes et l'usine protégée par la troupe. La réaction ne se fait pas attendre : le 30, plus de 300 usines sont occupées. Le 1er septembre leur chiffre dépasse 500.

Chaque usine est placée sous la direction d'un Conseil Ouvrier (Consiglio di Fabrica), qui organise sa remise en marche, sans la direction, souvent sans la plupart des ingénieurs et des techniciens.

Dans plusieurs usines, on organise la vente des produits fabriqués. Mesure bienvenue car l'argent commence à manquer. Pour parer aux besoins les plus pressés on obtient une subvention des coopératives ouvrières qui existaient à l'époque. La solidarité avec les travailleurs se manifeste de mille manières.

La protection des usines contre une éventuelle intervention des flics ou de l'armée est organisée. Certaines d'entre elles ressemblent à de véritables forteresses : on les entoure de filets ou de fils électriques. De solides piquets sont mis en place. Plusieurs entreprises sont militairement défendues par les ouvriers. Ainsi à l'intérieur de la FIAT (Centro), se trouvent des mitrailleuses et 5000 cartouches.

Dans cette usine, fouillant dans les bureaux de la direction, les ouvriers trouveront des documents explosifs, en particulier des listes noires d'« éléments subversifs » à licencier, et des papiers prouvant l'existence d'un réseau patronal d'espionnage du personnel.

A l'appel des syndicats, les cheminots font régulièrement parvenir des wagons chargés de matières premières et de comestibles aux occupants des usines.

Prenant conscience de leur force, beaucoup d'ouvriers aspirent à l'extension et à la radicalisation de leur lutte. Ils veulent des objectifs à leur mesure.

Les dirigeants syndicaux font des discours enflammés. Seulement très vite, l'heure n'est plus aux proclamations, mais aux actes.

Toutes les tractations et les tentatives d'accord n'ont rien donné : les patrons refusent de discuter tant que l'ordre et la « discipline hiérarchique » ne seront pas rétablis dans les entreprises. Les ouvriers refusent d'arrêter l'occupation et réclament le paiement des jours de grève. Le gouvernement, qui s'est d'abord gardé d'intervenir en tablant sur la fatigue du

mouvement, concentre à présent les troupes aux points stratégiques des villes. Dans des usines de Turin, de Milan, de Florence, des travailleurs entreposent et fabriquent des armes plus ou moins rudimentaires. A la FIAT on envisage de tenter une sortie avec des camions. Dans d'autres villes, des occupations d'usine font leur apparition.

Le mouvement n'a plus rien de revendicatif. Chacun sent la nécessité d'un débouché politique. Les directions ouvrières sont au pied du mur.

Au Conseil national de la CGI (CGT italienne) le 11 septembre, deux motions sont en présence :

- l'une propose d'étendre le mouvement et de lui donner pour objectif les solutions fondamentales du programme socialiste : la socialisation des moyens de production et d'échange,

- l'autre, défendue par la majorité des dirigeants de la CGI, considère que la révolution n'est pas possible. Au lieu d'appeler à l'extension des occupations, elle se contente de préconiser la solidarité financière, laissant ainsi les éléments les plus avancés du prolétariat turinois isolés. Au lieu de transformer les occupations en expropriations permanentes, d'appeler les paysans pauvres de l'Italie du Sud à occuper leurs terres, et de préparer concrètement l'assaut contre l'Etat bourgeois, elle se borne à réclamer du patronat la légalisation d'un contrôle syndical dans les usines.

Cette deuxième motion est adoptée par 591.245 voix contre 409.569. La révolution a ainsi été « démocratiquement » ajournée « sine die ». La déception et la démoralisation de la classe ouvrière, la grande trouille et le désarroi des couches moyennes qui suivirent, seront exploités par l'extrême-droite et ouvriront la voie au règne de Mussolini.

F.L.

Sur cette lutte existe un livre très documenté en italien de Paolo Spriano : *L'occupazione delle fabbriche, settembre 1920* (Einaudi)

DES TRACTEURS A CHENILLETES...

Dans les années 50, en Italie, les ouvriers d'une usine d'armement se mirent en grève. Ils décidèrent de refaire tourner l'usine en changeant la production : à la place des automitrailleuses qu'ils fabriquaient à longueur d'années, ils se mirent à fabriquer des tracteurs, matériel utile pour les paysans de la région.





Piaget au meeting de Stockholm organisé par la section suédoise de la 4ème Internationale

lip sans frontières

Le 18 mai, plus de 200 travailleurs de LIP organisaient une manifestation devant les bâtiments administratifs du trust horloger suisse : Ebauches-SA. Un mot d'ordre : « même patron, même combat ! ». Par cette manifestation, les travailleurs de LIP soulignaient d'une part le rôle de ce trust multinational de l'horlogerie — implanté en France, en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis — dans le démantèlement de l'entreprise LIP, et, d'autre part, la nécessité d'une riposte commune des travailleurs face à la stratégie internationale des patrons.

En effet, dans le cadre des accords de libre échange entre la Suisse et le Marché Commun, et face à la concurrence des trusts japonais et américain de l'horlogerie (Timex, Kelton, Seiko), les grands patrons de l'horlogerie suisse accentuent la politique de concentration et de réorganisation de l'horlogerie à l'échelle européenne. Afin d'augmenter leur taux de profit, les patrons horlogers adoptent une politique d'hyper-spécialisation de chaque unité de production : chaque entreprise horlogère doit être spécialisée, soit dans la production de pièces (d'ébauches), soit dans le montage, etc... Pour assurer leur taux de profit, les patrons mettent fin aux manufactures (entreprises qui fabriquent l'entièreté d'une montre). Ainsi, la manufacture LIP devait disparaître pour que les plans de rationalisation d'Ebauches-SA puissent être remplis !

La deuxième face de cette politique consiste à accroître grandement la production par travailleur au travers de l'atomisation du travail — ce qui frappe immédiatement la qualification des horlogers — de l'accélération des rythmes et des cadences, etc... Dans cette perspective, Ebauches-SA, en démantelant LIP, voulait aussi attaquer les militants syndicaux qui structuraient la riposte contre cette offensive patronale systématique.

La stratégie du trust multinational Ebauches-SA est d'exploiter au maximum les différences de combativité et d'organisation syndicale qui existent entre les différents pays où ils possèdent des entreprises. Ainsi, en s'implantant dans le Jura français, Ebauches-SA cherchait à profiter des différences salariales existant entre la Suisse et la France. Ainsi, en exploitant à fond la « paix du travail » (la promesse absolue par les syndicats de ne pas utiliser la grève), Ebauches-SA a réussi à accroître considérablement la production par heure et par travailleur, en Suisse. Pour 500 000 pièces annuelles, Ebauches-SA « utilise » en Suisse trois cents travailleurs, dans une manufacture comme LIP — dont l'appareil de production est pourtant

moderne — la production avoisine 590 000 pièces pour 900 travailleurs.

Ainsi, alors qu'au travers de leur lutte, les travailleurs de LIP ont acquis l'échelle mobile des salaires, les patrons d'Ebauches-SA, depuis plus de deux ans et demi, mettent systématiquement en question le droit des travailleurs suisses de l'horlogerie de voir leur salaire indexer à l'indice du coût de la vie ! C'est donc en jouant sur toutes ces différences, en utilisant au maximum le manque d'organisation internationale des travailleurs que les trusts comme Ebauches-SA cherchent à obtenir le profit maximum.

Dans ce contexte, la riposte des travailleurs de LIP a joué un rôle très important pour les travailleurs suisses. Tout d'abord, la lutte « des LIP » a prouvé aux ouvriers horlogers suisses que les licenciements ne sont pas inéluctables, que les cadences et les rythmes en sont pas fixés « scientifiquement », mais dépendent essentiellement des rapports de forces entre patrons et travailleurs.

Ensuite, la diversité des formes de lutte et de popularisation que « les LIP » ont utilisées a suscité chez une frange assez large de travailleurs de l'horlogerie une compréhension des possibilités multiples de riposter à une attaque patronale. Ceci est capital, dans un pays qui, au bout de trente ans de « paix sociale » a perdu toute expérience d'organisation d'une lutte et de popularisation d'une mobilisation.

Dans ce sens, la solidarité internationale des travailleurs dans un premier moment, a pris la forme d'un échange d'expériences, d'une discussion entre les militants de LIP et une frange encore limitée mais décisive de jeunes travailleurs suisses. C'est d'ailleurs, dans ce sens que la LMR et Rouge ont organisé dès le mois de mai des meetings dans toutes les régions horlogères de Suisse. L'impact de ces meetings, la réussite de la première manifestation de solidarité de la Chaux de Fonds sont la preuve concrète que des dizaines de travailleurs horlogers suisses découvraient à nouveau à travers le combat des travailleurs de LIP, la voie et la méthode d'une riposte ouvrière à l'offensive patronale. Il faut souligner que cette manifestation de la Chaux de Fonds et celles qui se firent à Bienne et à la Chaux de Fonds après l'occupation de l'usine par les flics, étaient les premières mobilisations de travailleurs de l'horlogerie depuis fort longtemps. Certes, elles étaient encore limitées, mais les patrons horlogers suisses ont compris la dynamique de cette solidarité active. Dans une de leur circulaire interne, n'écrivent-ils pas que ces manifestations pourraient « donner des idées » à des couches plus larges d'horlogers et stimuler des manifestations lors de renouvellements

contractuels, lors de confrontations sur la question des réajustements, lors d'attaques contre la sécurité de l'emploi ?

Donc, la solidarité avec les travailleurs de LIP, qui se manifesta depuis le mois de mai — en grande partie sous l'impulsion de la LMR (section suisse de la IVème Internationale) — permit non seulement de limiter quelque peu les marges de manœuvres d'Ebauches-SA, mais surtout réunit les conditions pour que les expériences les plus avancées de lutte des travailleurs français puissent devenir un acquis en quelque sorte pour la frange la plus radicalisée des travailleurs suisses. En outre, les travailleurs de LIP

ont pu, de même, faire leur première expérience de l'organisation concrète de la solidarité internationale.

Ainsi, d'une part l'unité internationale des travailleurs aura fait un pas en avant et d'autre part, les travailleurs de l'horlogerie suisse auront acquis, au travers du mouvement de solidarité, une sorte d'expérience qui ne pourra que stimuler leur riposte face à l'attaque patronale.

Travailleurs suisses et français : même patron, même combat !

Contre les trusts internationaux, solidarité internationale des travailleurs !

25.9.73

Léo N'Hard

aux travailleurs de lip

Pour soutenir votre lutte, lutte exemplaire pour les travailleurs en Suisse et tous les travailleurs, le « Comité des Travailleurs de l'Horlogerie et de la Métallurgie » qui a organisé en juin des meetings dans plusieurs villes de Suisse, la manifestation de la Chaux de Fonds et toute une campagne d'information sur les usines d'Ebauches-SA et des grands trusts horlogers suisses — entend actuellement renforcer son activité d'information et de mobilisation contre Ebauches-SA et les grands patrons horlogers.

Dans la situation actuelle où les plans de la bourgeoisie, d'Ebauches-SA à Charbonnel, bloquent les revendications fondamentales de 1300 ouvriers, nous réaffirmons notre solidarité et notre soutien total aux travailleurs en lutte. Nous sommes prêts à organiser une nouvelle manifestation dans une ville horlogère suisse si une épreuve de force intervient sous la pression d'Ebauches-SA et sous le matraquage du gouvernement Pompidou pour briser votre résistance et imposer leur plan de démantèlement et de licenciements.

Le « comité de travailleurs » exige que la FTMH (syndicat de la

métallurgie et de l'horlogerie), qui s'est borné à des déclarations de principe pour « soutenir » votre lutte, organise dans le trust E-SA et dans toutes les villes horlogères suisses des assemblées syndicales et publiques en présence de vos délégués, afin de concrétiser leur solidarité qui est restée jusqu'à maintenant purement verbale !

Ce samedi, le « comité de travailleurs » organise une visite de l'entreprise occupée, avec une discussion sur les revendications : tous les membres et sympathisants du comité de travailleurs y sont invités.

Renforçons notre solidarité :
 — Contre le démantèlement !
 — Contre les licenciements !
 — Soutien total à votre lutte !
 — Contre l'Europe des trusts, des flics, et des patrons,
 Vive la solidarité internationale des travailleurs !

8.8.73

Bienne

comité de travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie syndiqués et non syndiqués de Bienne, Delemont, Moutier, Neuchâtel (Suisse)